

Nous devons saisir l'occasion et nous unir pour proclamer que le désarmement et le développement ne peuvent que renforcer la sécurité globale. Ces deux processus ne doivent pas être assujettis l'un à l'autre, mais les progrès accomplis dans un domaine rendent possibles les progrès dans l'autre.

Il n'est pas étonnant que l'attention mondiale se soit concentrée sur les dépenses militaires globales qui atteignent maintenant 1 billion \$ par année, soit 6% du produit mondial brut. Plutôt qu'au désarmement, c'est à la prolifération des armements classiques que nous avons assisté. On s'est efforcé, sans grand succès jusqu'à présent, de réduire les stocks d'armes nucléaires. Chose extrêmement inquiétante, nous avons la preuve formelle que des armes chimiques ont été utilisées à maintes reprises, au mépris de la Convention de Genève de 1925. Il est déplorable que l'industrie de l'armement et le commerce des armes engloutissent des quantités énormes de ressources qu'il serait plus productif de consacrer au secteur civil. Bien que l'une des premières responsabilités d'un gouvernement soit d'assurer la protection adéquate de la population, les dépenses engagées à cette fin sont trop souvent disproportionnées par rapport à des besoins raisonnables en matière de sécurité.

Les initiatives entreprises par les États-Unis et l'Union soviétique, ainsi que les négociations de Genève nous laissent entrevoir, bien entendu, la promesse de réductions significatives des armes nucléaires. Il est bien évident que le contrôle des armes est l'affaire de tous, mais il revient aux deux superpuissances d'accomplir des changements que nous ne pouvons que recommander et nous apprécions grandement le sérieux avec lequel ces deux nations ont abordé les négociations de Genève.

Nous sommes tous conscients de l'énormité des problèmes à surmonter. La situation économique se caractérise par une croissance ralentie, des problèmes commerciaux, la contraction des flux financiers vers les pays en voie de développement, le fardeau grandissant de la dette et les graves difficultés des pays les plus pauvres. A cela s'ajoutent la menace d'une pénurie de matières premières, des possibilités de croissance de plus en plus réduites et les effets à long terme de la dégradation de l'environnement. Sur le plan humain, ces réalités se traduisent par l'analphabétisme, la famine, un taux de chômage élevé, des conditions d'habitation et des services sociaux inadéquats.